

Un vent de colère souffle sur notre département de l'Ariège comme dans tout le pays.

Chaque mois sont plus nombreux les salarié.e.s, retraité.e.s et privé.e.s d'emploi qui n'arrivent plus à boucler leur budget. La hausse régulière et conséquente du carburant appauvrit celles et ceux qui n'ont d'autres choix que la voiture individuelle pour les actes de la vie courante. Et, alors que l'hiver s'annonce, la hausse des prix du gaz, de l'électricité, du fuel et des chauffages collectifs aggrave encore le quotidien.

En même temps que les profits financiers et patronaux explosent, le gouvernement Macron Philippe accentue sa politique de classe, au service des riches. Il impose, pour la grande masse de la population, la réduction des droits sociaux et une politique fiscale particulièrement injuste et inégalitaire. S'y ajoutent la fermeture de nombreux établissements publics et la suppression de milliers de postes de fonctionnaires, accentuant encore le sentiment d'abandon pour toutes celles et ceux qui vivent loin des métropoles.

La colère qui gronde est légitime et salutaire. Avec raison, elle met en cause la politique dictée par le MEDEF et mise en œuvre par le Président de la République et son gouvernement, notamment en matière fiscale. Les groupes capitalistes, patronat et banques en tête, avec leurs profits exponentiels sont les premiers responsables et les bénéficiaires du désespoir social et de la crise climatique.

Pour Macron, comme pour ses prédécesseurs, le capitalisme est un dogme. Pour nous c'est un drame : Les inégalités sociales accroissent la paupérisation de larges franges de la population et accentuent les atteintes à l'environnement et accélèrent le réchauffement climatique.

Le gouvernement tente de justifier ses choix politiques, les augmentations des taxes sur les carburants, par l'urgence écologique. C'est un mensonge car on le sait, le produit de ces taxes sert avant tout à augmenter le budget de l'Etat et non à contribuer à la transition énergétique et écologique !

Non seulement le pays ne réduit pas la production de gaz à effet de serre, mais il l'augmente ; non seulement il ne réduit pas l'utilisation des pesticides, mais il l'augmente; non seulement il ne diminue pas l'artificialisation des sols, mais il la poursuit. La fermeture des services publics de proximité s'amplifie, celle des gares est annoncée. **De plus, cette « écologie punitive » sert de prétexte et de moyen pour exonérer les grands groupes de la fiscalité dont ils devraient s'acquitter en la transférant sur les ménages !**

MEDEF et gouvernement sont les vrais responsables de la crise en cours car la politique qu'ils mènent dans les transports comme dans les autres domaines, n'est ni cohérente avec l'urgence climatique ni juste socialement. Aucune mesure ambitieuse n'a été prise pour financer les alternatives à la voiture et aider ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer autrement. Cette prétendue fiscalité écologique épargne les secteurs les plus polluants et émetteurs de gaz à effet de serre, comme les trafics aérien et maritime ou le transport routier de marchandises.

L'urgence sociale et l'urgence écologique sont indissociables, on ne répondra pas à l'une sans répondre à l'autre. La politique gouvernementale aggrave l'une et l'autre et espère diviser celles et ceux qui en sont les victimes.

Les travailleuses et les travailleurs de notre département, qu'ils soient actifs, retraités ou privés d'emploi ont bien compris que c'est par leur mobilisation qu'ils obtiendront satisfaction.

Des mesures d'urgences sociales et écologiques sont prioritaires :

- ✓ Une augmentation générale des salaires avec l'égalité salariale femmes-hommes, ainsi que des pensions, des indemnités chômage, et des allocations sociales sur la base d'un SMIC à 2000 € et leurs indexations sur les prix pour redonner du pouvoir d'achat à tous/toutes.
- ✓ La reconquête d'une sécurité sociale de haut niveau
- ✓ L'arrêt des suppressions de postes et des fermetures des services publics, et la réouverture de services publics et sociaux de proximité pour répondre aux besoins des populations dans une organisation équilibrée des territoires,
- ✓ L'arrêt de la défiscalisation du kérosène dans le transport aérien. Développer et favoriser le ferroviaire pour les transports de marchandises et les transports collectifs.
- ✓ Mettre un terme aux politiques centrées sur la voiture et mettre en place un réseau public, gratuit, de transports en commun accessible à tous et desservant l'ensemble du département.
- ✓ La mise en œuvre d'un plan de construction de logements sociaux et de rénovation écologique de l'habitat accessible à tous.
- ✓ Création partout où elles n'existent pas, de régies publiques de l'eau.
- ✓ La lutte contre l'étalement urbain.
- ✓ Pour un aménagement équilibré du territoire de l'Ariège avec des emplois et une activité économique mieux répartie.
- ✓ Le soutien à une agriculture paysanne privilégiant les circuits courts et les productions biologiques pour permettre à toutes et tous l'accès à une alimentation de qualité.

Associations, syndicats et partis politiques engagés dans le département de l'Ariège pour la justice sociale et climatique, nous appelons ensemble à la mobilisation sociale, écologique et citoyenne contre la politique de Macron-Philippe, tout en refusant les boucs émissaires habituels des discours racistes, antisémites ou xénophobes.

Nous appelons à une autre répartition des richesses et à l'urgente nécessité de placer la transition écologique et solidaire au cœur de toutes les décisions pour notre avenir et celui de la planète.

Ce sont les mobilisations multiples dans les entreprises comme dans la rue, par la grève et par l'action, qui permettront de peser sur les décideurs publics ou privés pour que ces changements s'imposent.

Signataires : FSU, CGT, PCF, NPA, ATTAC, GENERATIONS 09, Solidaires 09, Vraiment à gauche Foix, Groupes d'appui FI (Haute Ariège, Tarascon, Plantaurel, St. Girons, Massat, Lavelanet), Bénédicte Taurine (députée), Marcel Lopez (suppléant), EELV 09